

**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DE L'ÉTAT EN EURE-ET-LOIR

2022

SOMMAIRE

Éditorial

3

1 / RENFORCER L'ORDRE RÉPUBLICAIN

5

- 1 | Protéger nos concitoyens et garantir leur sécurité
- 2 | Renforcer la sécurité civile
- 3 | Renforcer la sécurité routière
- 4 | Transmettre la mémoire et encourager l'engagement

2 / RECONQUÉRIR NOTRE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE DU TERRITOIRE

9

- 1 | Accélérer la réindustrialisation du territoire
- 2 | Contribuer au développement économique et agricole du territoire
- 3 | Soutenir la revitalisation des territoires

3 / PROTÉGER LES POPULATIONS, AGIR EN FAVEUR DE L'INSERTION ET DES SOLIDARITÉS

14

- 1 | Protéger les populations
- 2 | Agir en faveur de l'insertion et des solidarités

4 / ACCOMPAGNER LES PROJETS ET INITIATIVES DE LA RURALITÉ

17

- 1 | Renforcer l'accès aux services publics dans tous les territoires
- 2 | Assurer la couverture numérique du territoire
- 3 | Soutenir les projets portés par les collectivités
- 4 | Renforcer l'appui et le conseil aux collectivités

5 / RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

22

- 1 | Accompagner les territoires dans la transition écologique
- 2 | Préserver la nature, les écosystèmes et les paysages
- 3 | Développer les transports propres
- 4 | Renforcer la performance énergétique des bâtiments

6 / GARANTIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES, FAVORISER ET RECONNAÎTRE L'EXCELLENCE

26

- 1 | Favoriser la réussite des élèves
- 2 | Soutenir ceux qui ont servi la Nation
- 3 | Récompenser les forces vives

ÉDITORIAL



Revenir sur l'action de l'État au cours de l'année 2022 offre l'opportunité de saluer la mobilisation exceptionnelle de tous les services et l'engagement de chaque agent en faveur du territoire et des Euréliens. C'est avec une grande fierté que je vous présente ce rapport d'activité, permettant de revisiter les grands projets réalisés en partenariat avec les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs du département.

La sécurité, la protection des populations, la mise en œuvre des politiques gouvernementales, le soutien aux collectivités et aux acteurs locaux : l'année 2022 a été marquée par la diversité des missions de l'État territorial en Eure-et-Loir. Son engagement constant a été dédié au service du territoire et de ses habitants, en particulier les plus vulnérables.

L'État a activement soutenu tous ceux qui contribuent au développement et à l'aménagement équilibré de l'Eure-et-Loir. Malgré la diversité des missions, un fil conducteur les unit toutes : l'importance et la puissance du travail en partenariat. Le partenariat interministériel, avec les collectivités, les structures intermédiaires et les acteurs publics et privés, a été au cœur de nos actions, comme en témoignent les nombreux exemples que vous découvrirez tout au long de ce document. Ces réussites sont le fruit des efforts collectifs et de la volonté commune d'unir les énergies pour travailler ensemble. Il est indéniable que la capacité à forger l'action publique sur le dialogue et la recherche de solutions est l'un des atouts majeurs de ce département.

L'État se trouve confronté à une intensification notable de son engagement, que ce soit en réaction à des crises prolongées telles que la pandémie de COVID-19, ou en réponse à des situations plus ponctuelles comme la sécheresse, les crises carburant, les blocages d'axes routiers, et autres. Dans la gestion et la résolution de ces situations complexes, l'État demeure un acteur central, mettant en lumière sa capacité à relever les défis diversifiés auxquels notre société est confrontée. L'État en Eure-et-Loir assume ainsi pleinement son rôle, que ce soit dans le cadre de partenariats ou dans l'exercice de ses missions régaliennes, tel que détaillé dans le document en votre possession. Ce rapport vise à fournir une meilleure compréhension de la position de l'État et de la pertinence de son action dans le département.

Je forme également le vœu que la diversité des engagements que nous portons ensemble témoigne d'une conception apaisée et efficace de l'action publique au service de tous. Face aux défis tels que la sécurité, la lutte contre la radicalisation islamiste, le plein emploi, la préservation de l'environnement, le développement équilibré des territoires et l'attractivité des zones les plus éloignées, cet engagement collectif est essentiel.

Un hommage particulier est rendu aux hommes et aux femmes qui s'engagent quotidiennement dans ces missions. Nous poursuivons chaque année la modernisation nécessaire de l'action publique pour nous adapter aux évolutions rapides de notre société. Je suis convaincu que je peux compter sur l'ensemble des agents de l'État en Eure-et-Loir pour maintenir cet esprit en 2023, tout en faisant face de manière résiliente et solidaire aux défis qui nous attendent.

Je vous souhaite à tous une excellente lecture.

1

RENFORCER L'ORDRE RÉPUBLICAIN

1 | Protéger nos concitoyens et garantir leur sécurité

Les chiffres clés

24 contrôles CLIR, visant pour l'essentiel des commerces et des associations culturelles assurant du soutien scolaire auprès de mineurs.

2 contrats de sécurité intégrée (CSI) ont été signés en mars 2022, avec Chartres Métropole ainsi qu'avec les villes de Dreux et Vernouillet.

6 contrats de sécurité ont été signés entre la Gendarmerie et 7 communes euréliennes dans le cadre du programme « Petites villes de demain ».

2 nouvelles brigades de gendarmerie ont été inaugurées en 2022, à Senonches et aux Villages-Vovéens.

11 systèmes de vidéoprotection ont été financés pour un montant de 115 802 € par le FIPDR.

Lutter contre les séparatismes

La cellule départementale de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR) se réunit sous l'égide du préfet en vue d'appréhender et de traiter les phénomènes de séparatisme.

Sur la base des dispositions de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le préfet a demandé à une collectivité locale de retirer les subventions octroyées à une association dont le responsable mettait ostensiblement en cause les valeurs de la République.

En 2022, 25 000€ du Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) ont été consacrés à la prévention de la radicalisation et à la lutte contre les dérives sectaires :

- Près de 400 élèves ont participé à des actions de sensibilisation par la mise en place de jeux théâtraux interactifs suivi de débats animés avec un psychologue
- Près de 200 personnes étrangères ont participé à une semaine d'ateliers d'aide à l'intégration autour de la connaissance et de l'égalité femmes/hommes, et du fonctionnement des institutions.

S'engager aux côtés des collectivités euréliennes

Conclus sur la base d'un diagnostic partagé quant aux enjeux de sécurité publique des collectivités territoriales concernées, les contrats de sécurité intégrée associent l'ensemble des acteurs : les collectivités locales, les polices municipales, la police nationale, la gendarmerie nationale, les services du ministère de la Justice et de l'Éducation Nationale, les acteurs de la prévention spécialisée, les gestionnaires de transport et enfin les bailleurs sociaux.

Les CSI formalisent des engagements forts, clairs et cohérents pris par l'État, et permettront de renforcer la coopération entre l'État et les communes concernées, dans une démarche partenariale, au service de la sécurité des habitants. Ils sont amenés à se développer à terme avec d'autres collectivités du département.

La Gendarmerie et l'AMF 28 ont reconduit la convention qui les lie le 19 octobre 2022, dans le but d'améliorer la réponse apportée aux préoccupations de sécurité des élus.



Signature du CSI de Chartres Métropole

Les chiffres clés

4 intervenants sociaux en gendarmerie, qui a doublé en 2022.

272 amendes forfaitaires délictuelles en matière d'usage de produits stupéfiants ont été relevées par les policiers.

+ 76 %: c'est la hausse du nombre de stages déployés par la Protection judiciaire de la jeunesse comme alternatives aux poursuites pénales pour les mineurs entre 2021 et 2022.

446 Obligations de Quitter le Territoire Français notifiées en 2022 (+55 % par rapport à 2021).

81 étrangers reconduits en 2022 (+10 % par rapport à 2021)

Mieux protéger et accompagner les femmes victimes de violences

En 2022, le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) a financé 15 actions pour lutter contre les violences faites aux femmes, les violences intrafamiliales, et améliorer l'aide apportée aux victimes, pour un montant de plus de 120 000 €.

8 mars 2022 : inauguration à Lucé de la Maison de protection des familles, pour aider à libérer la parole et accompagner les femmes et les mineurs tout au long de leur parcours du dépôt de plainte jusqu'au jugement.

16 mars 2022 : signature de la convention de prise en charge des victimes de violences conjugales dans les établissements de santé, destinée à faciliter le dépôt de plainte des victimes au sein des établissements de santé.



Lutter contre les trafics de stupéfiants

Plus de 990 kgs de stupéfiants ont été saisis au cours de l'année 2022 par les services de police et de gendarmerie.

Favoriser la prise en charge des mineurs délinquants

L'appel à projet pour l'ouverture d'un centre éducatif fermé en Eure-et-Loir a abouti en octobre 2022 avec la validation du projet déposé par l'ALEFPA (Association Laïque pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie, déjà partenaire de la PJJ). Le CEF de Dreux devrait ouvrir ses portes en janvier 2024.

Lutter contre l'immigration illégale

238 étrangers interpellés en 2022 (+17 % par rapport à 2021).

Lutter contre la fraude fiscale

34 plaintes pour fraude fiscale ou fraude aux finances publiques ont été transmises en 2022 par la DDFIP à l'autorité judiciaire.

2 | Renforcer la sécurité civile

Les chiffres clés

31 567 interventions ont été réalisées en 2022 par le SDIS28

2 000 personnes vaccinées entre le 1^{er} février et 31 mars 2022 au centre de vaccination dunois, piloté et coordonné par le SDIS 28.

4 exercices de sécurité civile ont été organisés en 2022 : préparation à la circulation hivernale, incendie sur un site Seveso, attentat dans un ERP, accident aérien.

22 : c'est le nombre de jours durant lesquels le centre opérationnel départemental a été activé au cours de l'année 2022 pour gérer les aléas météorologiques, sécuriser des grands rassemblements sportifs et culturels et suivre les mouvements sociaux.

Une activité opérationnelle des sapeurs-pompiers en hausse de 11 %

Typologie des interventions réalisées en 2022 par le service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir (SDIS28) :

- 25 246 pour les secours d'urgence aux personnes (+11 %);
- 2 431 interventions liées aux feux ou incidents assimilés, comme les fuites de gaz ou les explosions (+14 %);
- 2 174 accidents de circulation routière sur voie publique (+8 %)

Prévenir les risques



Depuis octobre 2022, le SDIS procède à l'expérimentation d'une garde Véhicule Léger Infirmier sur le CSP Châteaudun afin d'améliorer la réponse opérationnelle en secours d'urgences. Elle est armée 7j/7, de 7h30 à 19h30, par l'ensemble des infirmiers de sapeurs-pompiers formés au PISU. 93 interventions ont été réalisées d'octobre à décembre, soit en moyenne 1 par jour.

Anticiper les crises pouvant toucher le département

Les démarches de prévention des feux d'espaces naturels menées par le SDIS en collaboration avec la chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir ont permis de limiter les surfaces brûlées (0,1 % de la surface exploitée).

Les plans ORSEC « gestion de vagues de chaleur » et « circulation hivernale » ont été actualisés. Les plans « délestage électrique » et « délestage gaz » ont été élaborés afin de faire face aux coupures électriques en période hivernale.

Se mobiliser face aux crises

120 dossiers de communes ont été instruits au titre de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et 25 communes se sont vues reconnaître l'état de catastrophe naturelle en raison d'inondations survenues à la suite d'orages.



3 | Renforcer la sécurité routière

Les chiffres clés

6 172 personnes ont été sensibilisées dans le département à l'occasion des 94 actions de sensibilisation aux risques routiers conduites par les Intervenants Départementaux de la Sécurité Routière.

1 678 suspensions de permis ont été prononcées en 2022

2 738 personnes ont suivi des stages organisés dans 8 centres agréés.

1693 contrevenants ont été reçus en commission médicale départementale.

Sensibiliser aux risques routiers

« **Est-ce grave si je conduis ?** » : la Préfecture d'Eure-et-Loir a lancé, en partenariat avec l'ordre des pharmaciens, une campagne de sensibilisation, sous la forme d'une distribution de sacs à médicaments sur lesquels figuraient des messages de prévention.

Lutter contre l'insécurité routière et réprimer les conduites

1 678 suspensions de permis ont été prononcées en 2022 à la suite de contrôles réalisés par les forces de l'ordre en Eure-et-Loir, dont :

- 30% pour excès de vitesse,
- 32% pour alcoolémie,
- 36% pour usage de stupéfiants
- et 2 % pour refus d'obtempérer.

44 opérations de surveillance de contrôleurs techniques et 11 visites approfondies de centres de contrôle technique des véhicules ont été réalisées. 2 suspensions d'agrément pour 12 jours ont été notifiées.

Former les conducteurs aux risques routiers et favoriser une conduite sûre

19 080 examens réalisés en 2022 dont :

- 13 972 examens B.
- 2 820 examens poids lourds

4 | Transmettre la mémoire et encourager l'engagement

Les chiffres clés

296 jeunes euréliens ont participé aux 2 séjours Service National Universel (SNU) organisés en juin et juillet 2022, et 300 jeunes ont été accueillis dans le département.

30 élèves du lycée Jehan de Beauce mobilisés pour la création des trophées du Concours National de la Résistance et de la Déportation.

- Intervention dans la classe « Défense-Citoyenneté » du collège Jules Ferry à Auneau.

- Projet « Histoire d'un lieu de mémoire » sur le cabanon de la Taye avec les élèves du collège Édouard Herriot de Lucé.

- Organisation d'une conférence en lien avec la communauté israélite d'Eure-et-Loir sur les rafles euréliennes de 1942.

- Création d'une exposition « Les Harkis et Dreux » avec le concours de la Mairie de Dreux et du Conseil Départemental.

**RECONQUÉRIR NOTRE
SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE
ET CONTRIBUER AU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE
DU TERRITOIRE**

2

1 | Accélérer la réindustrialisation du territoire

Les chiffres clés

3 entreprises euréliennes ont été lauréates du plan France 2030 pour un montant de 7,7 M€ d'aides

13 nouvelles entreprises ont bénéficié du dispositif « Charte d'accueil »



Déployer France 2030 : 3 entreprises euréliennes lauréates

En 2022, trois entreprises euréliennes ont été lauréates du plan France 2030 pour un montant de 7,7 M€ d'aides :

- *Verretubex industrie* à Nogent-le-Roi pour la production d'au moins 20 bio-médicaments et des dispositifs médicaux innovants,
- *Duthion* à Yermenonville et *Valeo* à Nogent-le-Rotrou au titre du « soutien aux projets de diversification des sous-traitants de la filière automobile ».

Doté d'un budget de 54Mds€, le plan d'investissement France 2030 contribue à renforcer l'indépendance du pays dans plusieurs domaines stratégiques, et à préparer la société à relever les défis posés par les grandes transitions écologique, numérique et technologique.

Faciliter l'installation et le développement des sites industriels : 13 entreprises euréliennes ont bénéficié d'une « Charte d'accueil »

En 2022, 13 nouvelles entreprises ont bénéficié du dispositif « Charte d'accueil », qui mobilise l'ensemble des services de l'État, des réseaux consulaires, des collectivités territoriales, du service public de l'emploi et de la formation, afin d'apporter une réponse globale et coordonnée aux différentes préoccupations des chefs d'entreprise qui souhaitent s'installer ou se développer sur le territoire.

- Accompagnement à l'implantation de la nouvelle usine de Vorwerk à Donnemain-Saint-Mamès
- Déménagement de l'entreprise Dammann à Dreux
- Arrivée de l'entreprise Hachette à Germainville

2 | Contribuer au développement économique et agricole du territoire

Les chiffres clés

4 Prêts Exceptionnel Petites Entreprises (PEPE) ont été accordés pour un total de 166 000€.

12 entreprises ont bénéficié d'un plan CCSF (Commission Départementale des Chefs des Services Financiers).

10 réunions ont été tenues par la cellule de veille économique du CODEFI (comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises) pour assurer le suivi approfondi de l'évolution de la situation d'une quinzaine d'entreprises.

3 888 contrats d'apprentissage initiés, dont 39 % sur des niveaux 1 à 3 (CAP et infra)

Accompagner les entreprises exposées aux situations de crise

Prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de la possibilité d'intégrer l'activité partielle de longue durée (APLD). Ce dispositif offre la possibilité à une entreprise confrontée à une réduction durable de son activité de diminuer l'horaire de travail de ses salariés, et de recevoir une allocation supérieure à celle prévue dans le cadre de l'activité partielle de droit commun, en contrepartie d'engagements en matière de maintien en emploi.

En 2022, 286 634 heures d'activité partielle ont été accordées et consommées en Eure-et-Loir (dont 122 403 heures au titre de l'APLD), pour un montant de 2,7 M d'€.

Un délégué à l'accompagnement des reconversions professionnelles (DARP) a été recruté, qui a effectué 37 visites de conseil auprès d'entreprises du territoire confrontées à une mutation de leur activité.

Mieux répondre aux besoins de compétences des entreprises

L'activité des CODEVE (comités de développement de l'emploi) s'est poursuivie au niveau de chaque arrondissement afin de **répondre aux difficultés de recrutement dans certains secteurs particulièrement touchés.**

Une action emblématique : le forum Génér'action:

Ce forum, organisé dans le cadre d'une action partenariale associant l'État, le Conseil régional, le Conseil départemental, Pôle emploi, la Mission Locale, les 2 Opérateurs de Compétences (OPCO) du secteur services à la personne et 6 entreprises du territoire, a été une réussite tant par l'affluence (214 visiteurs) que par la qualité des partenariats qu'il a permis d'initier : les 6 entreprises employeuses présentes ont réalisé immédiatement 5 recrutements et accepté d'accueillir 8 personnes en stage immersion professionnelle. Par ailleurs, 12 personnes se sont engagées dans une action de formation DEFI portée par le Conseil régional et seront recrutées par ces 6 entreprises à l'issue de cette formation.

Les chiffres clés

Au titre de la campagne PAC 2022, un montant total de 105 957 008€ d'aides a été versé aux déclarants PAC euréliens (3386 demandeurs).

13 producteurs euréliens présents au salon de l'agriculture 2022 pour mettre en avant leurs produits locaux.

4 réunions publiques, ou « Rencontres de la transition agricole », se sont tenues en fin d'année dans chacun des arrondissements du département, rassemblant chacune 50 à 70 personnes, agriculteurs, collectivités et habitants des territoires.

Accompagner les agriculteurs et soutenir l'économie agricole

55 jeunes agriculteurs se sont installés en Eure-et-Loir en 2022. La Dotation Jeunes Agriculteurs s'est élevée à 1 530 424€ pour l'année 2022, soit une dotation moyenne de près de 28 000 € par jeune agriculteur.

189 éleveurs ont bénéficié d'aides d'urgence face à la déstabilisation des marchés agricoles pour un montant total de 1,6 millions d'euros.

9 septembre 2022 : accueil du président de la République et du ministre de l'agriculture lors de la manifestation "Terres de Jim" organisée conjointement par les jeunes agriculteurs du Loiret et d'Eure-et-Loir pour promouvoir les valeurs et les métiers de l'agriculture.

Dispositif « Plantons des haies » pour favoriser la biodiversité et la valorisation énergétique du bois : 28 dossiers retenus pour aider les agriculteurs à reconstituer des haies bocagères et à planter des alignements d'arbres : 30 km de linéaire de haies et 1 km d'arbres alignés financés en 2022.

Assurer la souveraineté alimentaire en réussissant la transition écologique

Dans le cadre des projets alimentaires territoriaux initiés en 2021, plusieurs réunions ont associé porteurs de projets, élus locaux et partenaires pour échanger autour de l'enjeu de relocalisation de l'alimentation, sous l'égide du Conseil départemental, de la Chambre d'agriculture et de la DDT.

Sous l'égide des services de l'État et de la Chambre d'agriculture, 4 groupes de travail ont engagé une réflexion sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique :

- filières agricoles
- recherche et le développement
- défis environnementaux liés au changement climatique
- cohésion des territoires



3 | Soutenir la revitalisation des territoires

Convertir le Site de Défense de Châteaudun

En 2022, plusieurs étapes importantes ont été franchies pour la reconversion économique des emprises libérées par le ministère des Armées :

- **La cession à l'euro symbolique du site de l'hippodrome** ou encore dit « de l'ex-Mess des officiers » à la Communauté de communes du Grand Châteaudun.
- **Le transfert de propriété à titre gratuit des emprises** de l'ancienne base aérienne ou « Élément Air Rattaché » au bénéfice de la communauté de communes du Grand Châteaudun.
- **Grâce à l'avenant signé le 24 juin 2022, la collectivité bénéficie de crédits dédiés à la mise en place d'une équipe renforcée**, dotée des compétences administratives, commerciales et techniques nécessaires pour assurer la transition de l'aérodrome militaire vers le nouvel espace d'activités économiques, et engager les travaux de réhabilitation de la piste aéronautique et de rénovation des bâtiments.

Ces étapes ont pu être franchies grâce à l'accompagnement de nombreux services de l'État et d'un travail commun avec les différents partenaires.

**PROTÉGER LES
POPULATIONS,
AGIR EN FAVEUR
DE L'INSERTION ET
DES SOLIDARITÉS**

3

1 | Protéger les populations

Les chiffres clés

971 déplacés ukrainiens ont été pris en charge en Eure-et-Loir, dont 143 enfants qui ont été scolarisés sur notre territoire.

2 599 641 € ont été mobilisés pour leur accueil et leur hébergement en urgence, et 1 305 980 € au titre de leur accompagnement social.

Près de 600 contrôles et 261 prélèvements ont été réalisés en lien avec la sécurité et la qualité des aliments, l'information du consommateur et la loyauté sur les produits alimentaires. 163 avertissements ont été adressés, et 54 fermetures ont été décidées.

Plus de 99 % de la population d'Eure-et-Loir a bénéficié d'une eau de bonne qualité bactériologique.

Protéger les consommateurs

Les Inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ont réalisé plus de 580 contrôles et 136 prélèvements.

1 visite sur quatre a donné lieu à des suites pédagogiques (60 avertissements), correctives (50 injonctions administratives) ou répressives (30 procès-verbaux).

La plus grosse amende administrative infligée en 2022 l'a été en Eure-et-Loir : plus de 500 000 € d'amendes administratives ont été prononcées à l'encontre d'une société basée dans le Val-de-Marne pour démarchage téléphonique dans le secteur de la rénovation énergétique.

Protéger les plus fragiles

Fermeture d'une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) non autorisée par le préfet et le président du Conseil départemental, en lien avec le procureur de la République.

Protéger les salariés

Mise en œuvre du plan national d'actions 2020-2022 autour de ses 4 priorités :

- égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- prévention contre les chutes de hauteur et l'exposition aux poussières d'amiante,
- protection des salariés les plus vulnérables
- et lutte contre le travail dissimulé.

Contrôler les eaux destinées à la consommation humaine

Près de 98,7 % de la population été alimentée par une eau dont la teneur moyenne en nitrates a respecté la limite de qualité (50 mg/L). Des restrictions de consommation de l'eau pour les femmes enceintes et les nourrissons ont été recommandées pour les secteurs dans lesquels ce taux était dépassé. L'objectif de réduire l'impact de ces nitrates est un chantier permanent et crucial suivi et géré par l'ARS en liens avec tous les acteurs et partenaires.

Contrôler les installations classées

162 installations ont été contrôlées en 2022, notamment sur des sites suspectés de fraude ou à la suite d'accidents ou d'incidents sur des sites industriels.

Ces inspections ont donné lieu à :

- 32 arrêtés de mise en demeure,
- 2 arrêtés de consignation de sommes
- et 2 arrêtés de suppression ou de fermeture
-

Tous les établissements SEVESO « seuil haut » du département ont fait l'objet d'au moins un contrôle terrain en 2022.

Les dossiers instruits pour autorisation et enregistrement d'installations ont abouti à :

- 6 arrêtés d'autorisation
- 14 arrêtés d'enregistrement
- et 1 arrêté de rejet

2 | Agir en faveur de l'insertion et des solidarités

Les chiffres clés

1 545 jeunes accompagnés par les Missions locales et Pôle Emploi dans le cadre du Contrat Engagement Jeune (CEJ).

Aide au financement de 205 ETP et de 95 CDD tremplin pour les 10 entreprises adaptées du département.

1,8 M€ de crédits accordés pour les 4 contrats de ville en 2022. Plus de 70 % des actions portent sur la cohésion sociale. 7 communes sont labellisées pour l'Eure-et-Loir au titre du programme de réussite éducative (PRE) : Chartres, Lucé, Mainvilliers, Dreux, Nogent-le-Rotrou, Châteaudun, et Vernouillet.

30 M€ d'aides de l'ANRU accordées aux agglomérations de Chartres et de Dreux, pour améliorer le cadre de vie de 10 000 habitants.

137 428 € pour les actions « quartiers d'été »

100 000 € pour la Cité de l'emploi Dreux-Chartres

131 000 € pour la Cité éducative Dreux-Vernouillet

312 000 € versés pour les Bataillons de la prévention

8 800 € versés au titre des Cordées de la réussite

Favoriser l'accès et le retour à l'emploi

Soutien financier à l'expérimentation par le Conseil départemental d'une nouvelle méthode de travail collaboratif entre les acteurs de l'emploi et les acteurs de l'insertion, dans le cadre du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE).

Un chantier emblématique : la mise en place d'une plateforme de mobilité permettant de proposer une offre de service adaptée aux personnes dont la reprise d'emploi est freinée par manque d'accès à un moyen de transport.

Les travaux engagés ont permis d'aboutir à :

- la création d'auto-écoles sociales sur les arrondissements de Chartres, Nogent-le-Rotrou et Châteaudun ;
- la mise en place d'une offre de diagnostics mobilité sur les 4 arrondissements
- le démarrage, fin 2022, d'un service de location de scooters électriques.

Soutien de l'État au développement de l'insertion par l'activité économique (IAE) :

- ouverture d'un chantier et atelier d'insertion formant au métier de boulanger au centre de détention de Châteaudun ;
- création d'une recyclerie solidaire à Mainvilliers ;
- conventionnement avec les 31 structures IAE du département pour le financement de 568 ETP d'insertion.

Accompagner les 25 000 habitants des QPV d'Eure-et-Loir :

Aide à l'embauche de 14 postes FONJEP (Fonds Jeunesse et Éducation Populaire) **et de 27 postes d'adultes-relais** dans le département.

Une action emblématique : Reconduction pour une deuxième édition estivale de l'opération « Inter'actions », village d'animations socio-culturelles éphémère au sein du quartier « Camus Schweitzer » à Châteaudun.

16 Mise en service d'« Histologe », l'outil de signalement et de suivi en ligne des logements non décent. 28 logements très dégradés ont pu être rénovés.

**ACCOMPAGNER
LES PROJETS ET
INITIATIVES DE LA
RURALITÉ**

4

1 | Renforcer l'accès aux services publics dans tous les territoires

Les chiffres clés

Aujourd'hui 97 % des habitants du département sont désormais à **moins de 20 minutes d'une maison France services**.

L'État a contribué à hauteur de **555 000 €** au fonctionnement des maisons France services.

En 2022, 23 846 demandes d'usagers ont été traitées par France Services, dont 75 % au cours d'un seul rendez-vous. **C'est + 75 % de demandes traitées par rapport à 2021.**

Densifier le réseau des espaces France services

Mise en place d'un maillage France Services dense, pour assurer un service public de proximité à visage humain sur l'ensemble du département : **22 structures labellisées au 31 décembre 2022, contre 16 un an plus tôt.**

L'ouverture de la Maison de l'État à Nogent-le-Rotrou

La maison de l'État (MDE) de Nogent-le-Rotrou a été aménagée en 2022 dans le bâtiment jusqu'ici occupé par le centre des finances publiques.

Elle regroupe sur un seul site :

- **3 services de l'État** : la sous-préfecture, le centre des finances publiques (DDFiP), l'inspection de circonscription de l'Éducation nationale (DSDEN) ;
- **4 opérateurs sociaux** : la CAF, la CPAM, la CARSAT et la MSA.

Le bâtiment est occupé par une cinquantaine de salariés et agents. **Un agent d'accueil est présent tous les matins.** Il accompagne les usagers dans leurs démarches dématérialisées et apporte une réponse dite de « premier niveau ».

L'ouverture de la Maison de l'État de Nogent-le-Rotrou réaffirme la présence des services publics sur le territoire et améliorera la qualité d'accueil des usagers, des acteurs locaux et des partenaires.

L'opération, d'un coût total de 1,3 M€, a pu être réalisée grâce au Plan de Relance, avec une dimension de sobriété énergétique affirmée.

Réduire le délai d'obtention d'un titre d'identité

Un plan d'urgence a été proposé aux 22 communes équipées d'un dispositif de recueil de demandes, en réponse à l'allongement des délais de rendez-vous des CNI et passeports, conséquence de l'augmentation du nombre des demandes de titres entre 2021 et 2022 de près de 50 % en Eure-et-Loir.

Objectif : augmenter leur capacité d'enregistrement des demandes et réduire les délais de rendez-vous par le biais d'un accompagnement individualisé.

Bilan : 12 communes ont bénéficié d'une prime exceptionnelle liée à l'augmentation du nombre de demandes enregistrées.

Les chiffres clés

Accueillir les usagers en préfecture et sous-préfectures

Chartres : 700 usagers accompagnés au point numérique.

Dreux : 11 085 usagers accueillis et 945 au point numérique.

Châteaudun : 1042 usagers accueillis et 250 au point numérique ; 1066 personnes reçues lors des 200 permanences tenues à la Maison de l'État.

Nogent-le-Rotrou : 1111 usagers accueillis au guichet et 388 au point numérique

Garantir un service des finances publiques de proximité

318 permanences assurées.

1390 usagers reçus.

26 points de proximité. (France Services et mairies)

Partenariat noué avec plus de **130 buralistes** pour offrir une solution de paiement de proximité aux horaires élargis.

19 655 paiements de proximité réalisés en 2022.



2 | Assurer la couverture numérique du territoire

Les chiffres clés

6 nouveaux sites ont été retenus en 2022 dans le cadre du dispositif de couverture ciblé, qui doit permettre d'assurer une couverture mobile de qualité.

Ce « New Deal Mobile » a pour objectif de résorber la fracture numérique sur le territoire, sans contribution financière des collectivités locales, en permettant à l'État d'imposer aux opérateurs, par arrêté, la couverture en 4G d'une zone. **18 sites sont désormais couverts sur les 28 identifiés depuis 2018.**

3 | Soutenir les projets portés par les collectivités

Les chiffres clés

329 opérations soutenues au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux pour un montant de **9 016 931 € (DETR)**.

91 projets accompagnés au titre de la Dotation de soutien à l'investissement local pour un montant de **5 388 590 € (DSIL)**.

125 000 € au titre du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

15 réunions d'échanges qui ont mobilisé plus de **375 personnes**

1 sous-préfet référent

Soutenir les investissements des collectivités locales

La pérennisation de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) a permis au Conseil départemental de poursuivre sa politique d'entretien et de rénovation des collèges à hauteur de **2 129 710 €**.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée au Conseil départemental, aux communes et aux communautés de communes et d'agglomération en 2022 s'élève à **177 M€**.

Les collectivités ont également bénéficié de **37 219 324 € au titre du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)**.

Accompagner les communes rurales : les Assises de la ruralité

Une ambition : partager les besoins des plus petites collectivités pour mieux les accompagner.

4 groupes de travail : Accès aux services publics ; Énergies et numérique ; Urbanisme, eau, environnement ; attractivité des territoires.

Des engagements concrets, parmi lesquels :

- la diffusion d'un guide des pouvoirs de police administrative des maires ;
- la mise à disposition d'un petit lexique utile sur les possibilités d'extension en matière d'urbanisme (hameau, dent creuse, changement de destination), dans le respect de l'objectif de sobriété foncière ;
- la production d'une cartographie départementale et communale des implantations des opérateurs de téléphonie mobile.

Contractualiser avec les collectivités

- Contrats de relance et de transition écologique : **6 176 498 €** pour **129 actions**
- Action cœur de ville : **279 600 €** pour **2 projets**
- Bourgs Centres / Petites villes de demain : **1 091 593 €** pour **9 dossiers**

4 | Renforcer l'appui et le conseil aux collectivités

Les chiffres clés

522 réponses apportées aux demandes des collectivités s'agissant des règles de légalité des actes.

10 832 actes prioritaires contrôlés en 2022, dont **111 ont fait l'objet d'un courrier** invitant les élus à réformer un acte.

Plus de 730 évaluations domaniales ont été réalisées au profit des collectivités locales, en hausse de **70 %** par rapport à 2022.

En 2022, **660 actes d'urbanisme** et **5 plans locaux d'urbanisme** ont été examinés.

En matière juridique

Expertise juridique mise à disposition en amont de la prise d'actes, sur des activités de conseil, ou sur des interventions a posteriori, afin d'aider les collectivités à mesurer le risque contentieux et les guider dans les mesures correctives à prendre.

Création d'un fond documentaire et d'une foire aux questions à destination des collectivités sur le site internet de la préfecture.

→ exemples d'acte prioritaires ayant fait l'objet d'un courrier : légalité de délégations de fonction, de règlements intérieurs, cadeaux aux agents territoriaux, actes rétroactifs, non-respect des procédures de commande publique...

En matière de finances publiques

En 2022, plus de **1770 conseils ont été délivrés par les conseillers aux décideurs locaux de la DDFiP** aux collectivités, sur l'ensemble des sujets relevant des finances publiques : comptabilité, finances, budget, fiscalité locale et commerciale, TVA, etc.

En matière d'urbanisme et de mobilisation de foncier

L'État accompagne les collectivités porteuses de documents d'urbanisme, notamment le SCoT et les PLUi en cours dans le secteur du Perche (57 communes sur 3 EPCI), ainsi que le PLUi du Grand Châteaudun (23 communes) et 36 PLU communaux.

Aide à l'identification des friches et accompagnement des porteurs de projets via le suivi des appels à projets nationaux « recyclage du foncier ».

En matière de connaissance des territoires

Finalisation des cartes sur les enjeux éoliens dans le cadre des États généraux des énergies renouvelables.

Consolidation d'un système d'information géographique du site de la base aérienne de Châteaudun, pour aider la collectivité à mieux appréhender l'état et les enjeux du site.

RÉUSSIR LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

5

1 | Accompagner les territoires dans la transition écologique

Les chiffres clés

1 lauréat aux appels d'offres photovoltaïque solaire au sol et

2 lauréats aux appels d'offres solaire sur toiture en 2022, pour une puissance totale de 7,35 Mwc.

5 projets de centrales photovoltaïques et 3 projets de méthaniseurs ont été instruits par l'État, en s'appuyant sur l'avis des maires et les règlements d'urbanisme.

Poursuivre le développement des énergies renouvelables

Poursuite des états généraux des énergies renouvelables et mise en place du Comité départemental des énergies renouvelables qui se réunit tous les 2 mois pour accompagner les porteurs de projet et analyser en concertation avec les élus l'opportunité de chaque installation au regard de la multiplicité des enjeux (biodiversité, patrimoine, qualité de vie, etc.).

Instruction et validation environnementale du projet photovoltaïque qui sera implanté sur l'ancien terrain militaire (EAR) de Châteaudun.

Soutenir la croissance verte des territoires

2,39 M€ d'aides ont été versés en Eure-et-Loir pour les actions mises en place au titre des Territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)

2 | Développer les transports propres

Les chiffres clés

Amplifier le plan vélo

174 kms d'aménagements cyclables sécurisés en Eure-et-Loir au 31 décembre 2022.

Favoriser le développement des voitures électriques

434 points de recharge rapides ouverts au public au 31 décembre 2022.

2 | Préserver la nature, les écosystèmes et les paysages

Les chiffres clés

6 sites patrimoniaux remarquables (SPR) sont en cours de définition ou d'extension pour les communes de Chartres, Châteaudun, Dreux, Senonches, Nogent-le-Rotrou et la Ferté-Vidame.

L'étude de **7 périmètres délimités des abords (PDA)** a été lancée en 2022 pour protéger le champ de visibilité de monuments historiques.



© Our Place / UNESCO World Heritage Collection

Protéger les paysages au titre du patrimoine

7 décembre 2022 : approbation par décret de la directive de protection et de mise en valeur des paysages destinée à protéger les vues sur la cathédrale de Chartres, qui concerne 102 communes. Les orientations et principes de protection et de mise en valeur reposent sur :

- l'encadrement des hauteurs de construction et de plantation,
- l'encadrement de l'implantation des pylônes isolés,
- la définition d'une aire d'exclusion des objets de grande hauteur,
- la gestion des couleurs de construction
- et la proposition d'une palette végétale adaptée.

Protéger la biodiversité

Dans le cadre de l'instruction des demandes de permis dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, **6056 permis ont été délivrés pour l'Eure-et-Loir en 2022, dont 5920 pour les produits de beauté.**

Protéger la ressource en eau

Signature d'un arrêté cadre « sécheresse » : Dans le cadre de la gestion de la ressource en eau et des évolutions réglementaires concernant les restrictions d'usages en période de sécheresse, **un travail collaboratif a été mené avec les principaux partenaires pour trouver un cadre réglementaire partagé et efficace.**

Mise en place d'un moratoire sur les forages agricoles pour un partage équilibré de la ressource en eau, avec des mesures spécifiques pour chaque nappe phréatique, pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'implanter de nouveaux forages tant que certaines études ne sont pas abouties (ex. de l'étude de la nappe de la Craie).

Protection par une déclaration d'utilité publique du captage d'eau potable dit des « Sources de la Vigne » situé en Eure-et-Loir. La démarche de concertation a été mise en œuvre entre septembre 2021 et septembre 2022 avec l'ensemble des acteurs dans les trois départements concernés (l'Eure-et-Loir, l'Eure et l'Orne), s'appuyant sur des comités de pilotage et technique, et l'organisation d'une réunion d'information publique à Bérrou-la-Mulotière, qui a rassemblé plus de 80 personnes.

3 | Renforcer la performance énergétique des bâtiments

Les chiffres clés

7,8 M€ de travaux engagés, avec le soutien de l'ANAH, **pour rénover 381 logements** du parc privé en Eure-et-Loir.

5 700 aides « MaPrime-Renov » ont été attribuées pour des logements, soit une hausse de 10 % par rapport à 2021. 48 dossiers ont été subventionnés pour le volet bâtiments tertiaires.

Accélérer la rénovation énergétique de l'habitat et des logements privés

Lancement du service public « France Rénov' » pour centraliser les services permettant de rénover son logement.

Assurer la rénovation des bâtiments publics

Les travaux d'aménagement de la maison de l'État à Nogent-le-Rotrou ont permis une amélioration de la performance énergétique du bâtiment. C'est l'ensemble du bâtiment qui a été rénové de fonds en comble : réfection de l'isolation thermique du bâtiment, installations électriques, éclairage LED, remplacement de menuiseries, peinture, accès PMR, parking, etc. Le gain énergétique attendu est de 70 %.



maprimerenov'

Mieux chez moi, mieux pour la planète

**GARANTIR L'ÉGALITÉ
DES CHANCES,
FAVORISER ET
RECONNAÎTRE
L'EXCELLENCE**

6

1 | Favoriser la réussite des élèves

Les chiffres clés

79 377 élèves sont accueillis dans le 1^{er} et le 2nd degrés.

88,5 % des classes de grandes sections d'école maternelle, de CP et de CE1 sont limitées à **24 élèves**.

559 élèves ont bénéficié du dispositif « vacances apprenantes ».

A la rentrée 2022, 2370 élèves scolarisés en éducation prioritaire bénéficiaient du dispositif de dédoublement des classes, soit 100 % des élèves des classes de grandes sections d'école maternelle, de CP et de CE1 de l'éducation prioritaire.

1 408 élèves en situation de handicap sont accompagnés par un AESH.

1 895 élèves ont participé à des stages de réussite scolaire au sein de 69 établissements.

761 élèves bénéficient d'un petit déjeuner, dans le cadre d'une convention passée avec 8 établissements scolaires euréliens.

2 | Soutenir ceux qui ont servi la Nation

Les chiffres clés

Le service départemental de l'Office national des combattants et victimes de guerre (ONACVG) a délivré :

- **56 cartes du combattant**
- **61 titres de reconnaissance de la Nation**

Des réunions d'information ont été organisées à destination des communautés harkis sur la loi du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis.



3 | Récompenser les forces vives

Les chiffres clés

Médailles et décorations attribuées :

- Légion d'Honneur : 6
- Ordre National du Mérite : 21
- Ordre du Mérite Agricole : 12
- Ordre des Arts et des Lettres : 3
- Médailles de la sécurité intérieure : 6
- Médailles d'honneur des sapeurs-pompiers : 106
- Médailles d'honneur régionale, départementale et communale : 732
- Médailles d'honneur agricole : 131
- Actes de courage et de dévouement : 5

A l'origine de ces récompenses : l'assistance lors d'une noyade, le secours d'une personne victime d'un malaise cardiaque, le sauvetage lors d'un incendie, ainsi que deux actions de déminage suite à la découverte d'une bombe de la seconde guerre mondiale.

- Honorariats maire et adjoint au maire : 16
- Médailles d'honneur des transports routiers : 6
- Ordre des palmes académiques : 25



Sigles & abréviations

AESH : Accompagnant des élèves en situation de handicap

ANAH : Agence nationale de l'habitat

ANRU : Agence nationale pour la rénovation urbaine

CAF : Caisse des allocations familiales

CCAPEX : Commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives

CCSF : Commission départementale des chefs des services financiers

CLAV : Comité local d'aide aux victimes

COD : Centre opérationnel départemental

CODAF : Comité opérationnel départemental anti-fraude

CODEVE : Comité de développement de l'emploi

CSRD : Contrat de redynamisation de site de défense

DDETSPP : Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

DDFIP : Direction départementale des finances publiques

DDT : Direction départementale des territoires

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DSDEN : Direction des services départementaux de l'éducation nationale

GEMAPI : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

GGD : Groupement de gendarmerie départemental

IUMM : Union des industries et des métiers de la métallurgie

ONACVG : Office nationale des anciens combattants et des victimes de guerre

ORT : Opération de revitalisation du territoire

PDH : Plan départemental de l'habitat

PJJ : Protection judiciaire de la jeunesse

PPRT : Plan de prévention des risques technologiques

SIDPC : Service interministériel de défense et de protection civile

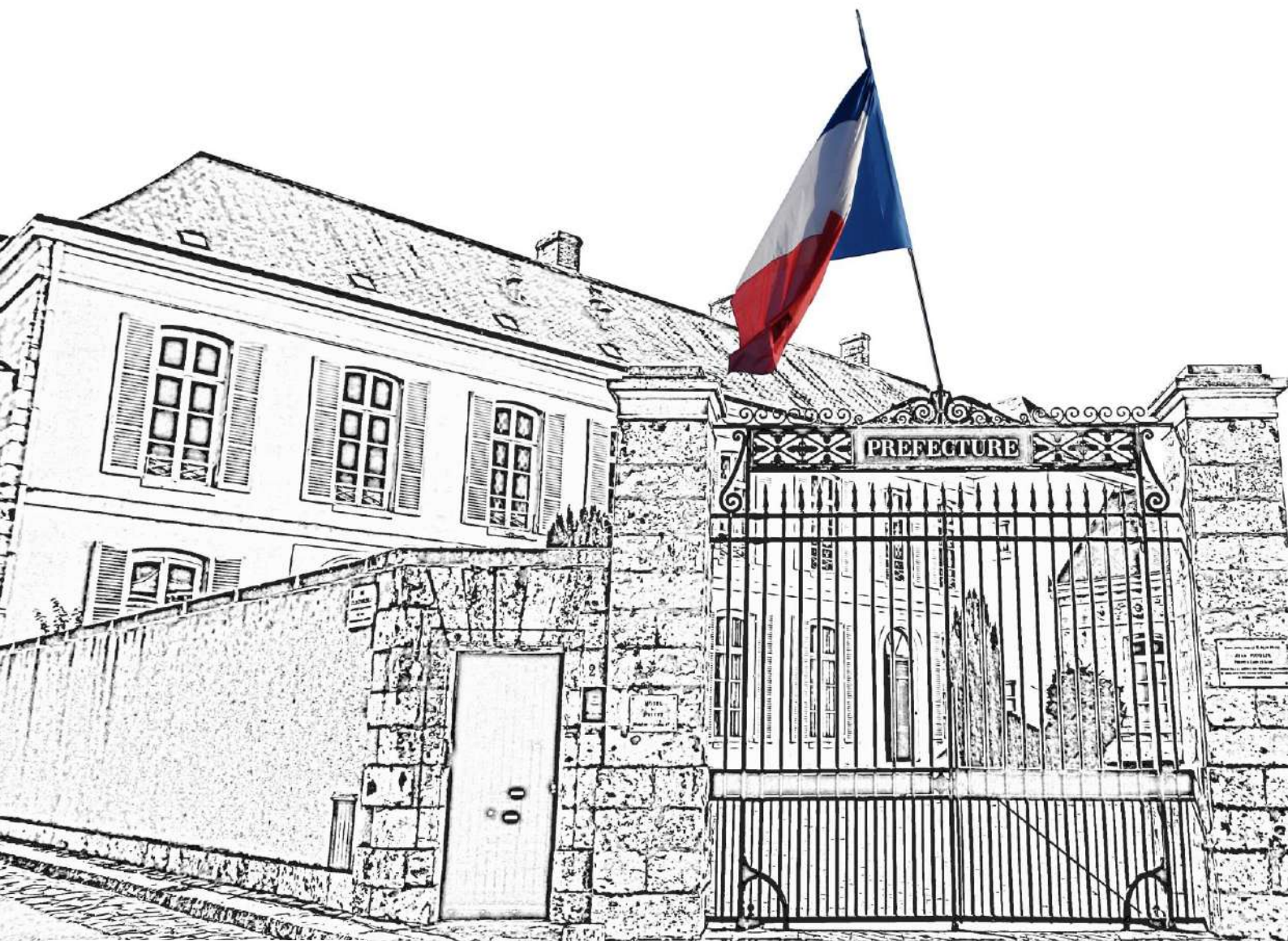
SSQAIC : Service de la sécurité et qualité des aliments et de l'information des consommateurs

TEPCV : Territoires à énergie positive pour la croissance verte

UEHC : Unité éducative d'hébergement

UIISC1 : Unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°1

URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales



PRÉFET D'EURE- ET-LOIR

*Liberté
Égalité
Fraternité*